

La lettre d'information **DES INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES**

Numéro 16 - novembre 2023

Sommaire

I. LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS FRANCOPHONES

Les projets industriels dans les pays francophones ou par des entreprises des pays francophones, tous secteurs confondus.

II. LE FOCUS DU MOIS : CENTRES DE DONNÉES

Les investissements dans le secteur des centres de données dans les pays francophones ou par les entreprises de pays francophones, de 2016 à 2023.

III. LISTE DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES - NOVEMBRE 2023

La liste des principaux projets d'environnement des entreprises francophones dans les pays francophones membres de l'Alliance au mois de novembre.

Ce document liste les principaux projets d'investissement industriels des entreprises francophones dans les pays et régions membres de l'Alliance des Patronats Francophones. Il agrège et suit les données sur ces projets dans le temps et permet de disposer d'une perspective dynamique de leur évolution. Un focus est réalisé sur un secteur différent chaque mois. L'ensemble de ces données illustre l'importance des pays francophones comme acteurs économiques.

LES PROJETS D'INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS FRANCOPHONES

Tous secteurs confondus

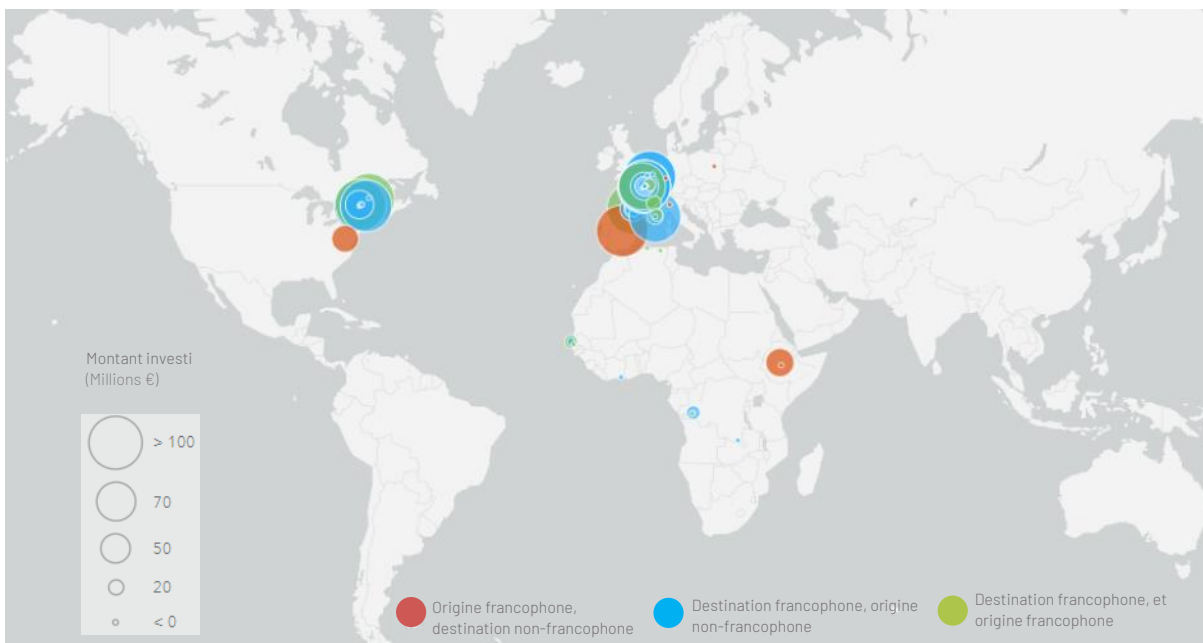
	Nombre de projets (sur 12 mois glissants)		Montants investis (en M€) (sur 12 mois glissants)		Emplois créés (sur 12 mois glissants)	
Novembre, 22-octobre 23	310		Novembre, 22-octobre 23	65 302	Novembre, 22-octobre 23	45 136
Novembre, 21-octobre 22	258		Novembre, 21-octobre 22	34 673	Novembre, 21-octobre 22	27 241
Novembre, 20-octobre 21	241		Novembre, 20-octobre 21	66 234	Novembre, 20-octobre 21	29 884

Evolution comparée entre trois périodes de douze mois consécutifs, en nombre de projets, montants investis et emplois créés. Projets d'investissement dans les pays francophones ou par les pays francophones, tous secteurs confondus (hors services, soit fabrication, production et distribution d'énergie, centres de données, R&D, logistique, traitement de l'eau et des déchets). Données issues de la base Industries & Stratégies.

LE FOCUS DU MOIS : CENTRES DE DONNEES

(Carte et tableaux détaillés ci-dessous)

Cette carte retrace les investissements dans les centres de données enregistrés dans la base Industries & Stratégies, publiée par Trendeo. Ces investissements ont été annoncés entre 2016 et 2023. Les tableaux page suivante donnent le détail des pays émetteurs et destinataires d'investissements, ainsi que le détail des différents secteurs.



DETAIL DES PROJETS DE CENTRE DE DONNEES, 2016-2023.

PAYS FRANCOPHONES DESTINATAIRES

Destination	Projets	Montants
France	37	4 061
Canada	11	1 923
Algérie	2	-
Autres	11	1 002
Total	61	6 986

PAYS FRANCOPHONES INVESTISSEURS

Origine	Projets	Montants
France	15	525
Djibouti	3	50
Canada	2	1 014
Autres	4	-
Total	24	1 589

PROJETS RECUS PAR LES PAYS FRANCOPHONES, PAR SECTEUR

Produit	Projets	Montants
Services d'information	52	6 765
Programmes informatiques	3	-
Télécommunications	2	22
autres secteurs	4	199
Total général	61	6 986

PROJETS DES PAYS FRANCOPHONES, PAR SECTEUR

Produit	Projets	Montants
Services d'information	20	1 373
Administration publique	2	-
Electricité, gaz et vapeur	1	199
autres secteurs	1	17
Total général	24	1 589

*Montants en millions d'euros.

LISTE DES INVESTISSEMENTS FRANCOPHONES – NOVEMBRE 2023

par pays membres de l'Alliance

Algérie

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **Projet**

Le gouvernement dévoile pour 2024 un plan de développement du transport par câble.

L'initiative permettra d'engager dès 2024 de nombreux travaux de modernisation sur les lignes existantes et d'accélérer les chantiers déjà en cours comme les téléphériques de Constantine et de Tizi Ouzou qui devraient devenir opérationnels au premier trimestre 2024. D'autres projets sont aussi annoncés dans plusieurs villes et communes tels que la remise à niveau des réseaux de transport par câble d'Oued Koreich, de Tlemcen, de Blida, d'Annaba, etc. Certains de ces projets ont été inscrits au titre du projet de loi de finances 2024. Le plan devrait permettre d'améliorer l'accessibilité des zones à relief accidenté et de renforcer la multimodalité du transport afin de désengorger les routes du pays. Il sera à terme un levier important dans la promotion du tourisme national.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/2211-113929-algerie-le-gouvernement-devoile-pour-2024-un-plan-de-developpement-du-transport-par-cable>

STARTUPS **Projet**

Le hub algérien Leancubator appuie les fintechs, les foodtech et les start-ups opérant dans l'économie bleue et verte.

Fondé en 2018, le hub propose des programmes d'accélération pour les start-ups, les PME et les porteurs de projets qui proposent des solutions aux défis sociaux et environnementaux du continent africain. Il offre aux start-up un accompagnement privé en fonction des besoins de leur projet innovant à travers des séances de coaching, un accès à un large panel d'investisseurs et à des ressources logistiques telles que des locaux, des salles de réunion et du matériel informatique. L'incubateur propose aussi plusieurs programmes. Le plus célèbre est l'Algeria Startup Challenge qui a pour objectif de stimuler les start-ups et les projets innovants en leur fournissant le soutien, les ressources et le réseau nécessaires à l'émergence de leurs innovations.

Source : <https://www.agenceecofin.com/entreprendre/2211-113896-le-hub-algerien-leancubator-appuie-les-fintech-les-foodtech-et-les-start-up-operant-dans-l-economie-bleue-et-verte>

BOIS & FORETS **Projet**

Un million d'hectares de steppes seront reboisées d'ici à 2030.

Dans le cadre de ce projet, 1 million d'hectares de steppes seront reboisés, sur près de 1 500 km de long et 20 km de large, entre les wilayas d'El Naâma et Tébessa, ainsi que dans plusieurs autres zones steppiques dans 183 communes et 1 200 localités des wilayas d'El Bayadh, Laghouat, Djelfa, Médéa, Bouira, M'sila, Batna, Khenchela, Sétif, Bordj Bou Arreridj et Biskra. Les essences d'arbres plantées sur ce couloir steppique d'environ 1 500 km de long sont les forestières, les pastorales et les fruitières, qui permettront respectivement de fixer les berges des cours d'eau et les versants des montagnes, de compléter en fourrage le cheptel, et d'approvisionner les ménages en fruits.

Source : <https://www.afrik21.africa/algerie-1-million-dhectares-de-steppes-seront-reboisees-dici-a-2030/>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **Projet**

Le gouvernement prévoit de construire le corridor ferroviaire Gâra Djebilet d'ici 2026.

Conçu pour faciliter l'évacuation des minerais de fer concentrés de la mine de Gara Djebilet dans le nord-ouest du pays, ce chemin de fer vise en l'occurrence à opérer un report modal route-rail de la production, mais aussi d'autres types de fret. Depuis la mise en exploitation de la mine à la mi-2022, les ressources extraites sont convoyées par route, ce qui pourrait entraîner à court terme une dégradation précoce du réseau routier et affecter la mobilité ainsi que les activités des populations locales. Avec la construction de ces liaisons ferroviaires, l'Algérie entend porter la taille du réseau ferré à 12 500 km d'ici 2030, contre à peine 1 000 km au lendemain de l'indépendance de l'Algérie.

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/021-113292-lalgerie-prevoit-de-construire-le-corridor-ferroviaire-gara-djebilet-dici-2026>

Belgique

AGROALIMENTAIRE **+ 21 M€**

Nutradia investit 21 millions dans une usine de chips à Andenne.

Le fabricant wallon de chips soufflés construit une nouvelle usine à Seilles (Andenne) pour augmenter ses capacités d'environ 40%. Il produit actuellement près de 250 tonnes de chips par mois, mais enregistre une demande en hausse continue alors que le secteur des "snacks sains" convainc de plus en plus de consommateurs aux quatre coins de l'Europe. Il va passer de trois à cinq lignes de production. Celles-ci devraient commencer à tourner dès avril 2024.

Source : <https://www.lecho.be/entreprises/alimentation-boisson/nutradia-investit-21-millions-dans-une-usine-de-chips-a-andenne/10506134.html>

SERVICES **Projet**

La Wallonie sur la short-list pour accueillir le troisième parc du Puy du Fou.

Un site appartenant à la Région wallonne et pouvant répondre aux exigences françaises semble déjà se démarquer. L'entreprise recherche un espace de près de 150 hectares, qui comporte un caractère naturel et dont l'accès est facile. Une liste de trois terrains sera prochainement arrêtée. Le management du Puy du Fou est, dans la foulée, attendu en Wallonie début décembre pour la visite des différents sites. Selon la société française, un nouveau parc représente un investissement de 200 à 300 millions sur une première phase de développement et représente environ 700 emplois directs et 2.000 indirects.

Source : <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/wallonie/la-wallonie-sur-la-short-list-pour-accueillir-le-troisieme-parc-du-puy-du-fou/10507102.html>

Bénin

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **Projet**

L'Agence nationale des transports terrestres (ANATT) lance une solution digitale pour réorganiser la gestion du fret routier.

Dénommée « Système électronique de gestion du fret routier (SYGFR) », elle réorganise cet écosystème auparavant géré par des opérateurs privés de gros-porteurs, et met à disposition des diverses parties une interface de suivi en temps réel des conditions et documents afférents aux contrats de transport, etc. Elle permettra aussi l'enrôlement des acteurs du transport, ainsi que la délivrance des autorisations et cartes. La mesure vise une meilleure gestion de l'offre, une uniformisation des tarifs et une tenue fiable des statistiques. Elle aidera à restructurer ce sous-système stratégique de l'industrie portuaire.

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/1511-113696-benin-l-anatt-lance-une-solution-digitale-pour-reorganiser-la-gestion-du-fret-routier>

Burkina Faso

TELECOMMUNICATIONS **Projet**

Le gouvernement veut renforcer la sécurité de ses systèmes d'information.

Le gouvernement a adopté un rapport relatif à un projet de loi portant sécurité des systèmes d'information du Burkina Faso. Ledit projet de loi vise à mettre en place un cadre légal et réglementaire visant à assurer une meilleure protection des systèmes d'information afin de réduire la vulnérabilité des administrations et des unités de développement économique du pays. Il sera soumis à l'approbation de l'Assemblée législative de Transition. Cette initiative intervient dans un contexte de transformation numérique accéléré marqué non seulement par l'adoption rapide des services de communication électronique, mais également par une recrudescence des cas de cyberattaques.

Source : <https://www.agencecofin.com/telecom/2411-114011-le-burkina-faso-veut-renforcer-la-securite-de-ses-systemes-d-information>

MINES **+ 5 100 emplois**

La première raffinerie d'or du Burkina Faso entrera en service fin 2024.

Une capacité de raffinage annuelle de 150 tonnes, l'installation dont le coût total n'a pas été dévoilé livrera ses premiers lingots d'or dans 11 mois, soit fin 2024. Le projet est mené en partenariat avec la société malienne Marena Gold. La première raffinerie burkinabé d'or sera un complexe abritant notamment une bijouterie et le futur siège de la Société nationale des substances précieuses qui supervise le projet au nom de l'État. L'installation devrait créer à terme 100 emplois directs et plus de 5 000 emplois indirects, ont ajouté les autorités.

Source : <https://www.agencecofin.com/gestion-publique/2411-113988-la-premiere-raffinerie-d-or-du-burkina-faso-entrera-en-service-fin-2024>

Cameroun

EAU & DÉCHETS **Projet**

La Cameroon Water Utilities Corporation (Camwater) va soutenir plusieurs projets d'eau potable à Kribi.

Plusieurs projets hydrauliques seront lancés dans les communes de la cité balnéaire, située dans la région du Sud au Cameroun, en vue d'améliorer la desserte des populations. Les travaux comprendront notamment la construction d'adductions d'eau potable (AEP). Les capacités des agents communaux seront également renforcées pour un meilleur entretien des installations. Outre la réduction des pénuries d'eau potable, la construction de nouvelles installations hydrauliques à Kribi réduira les risques sanitaires hydriques, et la mortalité, surtout infantile, due à la consommation d'une eau insalubre.

Source : <https://www.afrik21.africa/cameroun-la-camwater-va-soutenir-plusieurs-projets-deau-potable-a-kribi/>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **Projet**

Camrail dévoile un programme sur 6 ans pour rénover 560 km de chemins de fer.

Le plan s'inscrit en effet dans le cadre des investissements annoncés par plusieurs bailleurs, notamment la Banque européenne d'investissement, la Banque mondiale, et l'Agence française de développement pour financer la rénovation des chemins de fer du pays afin de faciliter la mobilité des personnes et l'acheminement des marchandises. Le Projet est entre autres d'envergure régionale et vise à éliminer les contraintes logistiques, notamment de coût et de délai pour les importations et exportations du Tchad via le corridor Douala-Ndjamena.

Source : <https://www.agencecofin.com/transport/0611-113396-cameroun-camrail-devoile-un-programme-sur-6-ans-pour-renover-560-km-de-chemins-de-fer>

Canada

AGROALIMENTAIRE **+ 59 M€**

Le Groupe Montoni et le Groupe Legault investissent conjointement 59 millions dans la création d'un nouvel entrepôt et d'un centre de distribution d'aliments et de fournitures pour animaux de compagnie à Mascouche.

L'installation aura une superficie de près de 400 000 pieds carrés. La chaîne de distribution d'animaux de compagnie Mondou deviendra locataire du bâtiment une fois qu'il sera achevé en 2025. Les installations respecteront des pratiques strictes en matière de développement durable, répondant aux critères de la certification LEED Silver. Des systèmes automatisés de traitement des commandes et une gestion intelligente des stocks permettront à l'entreprise de répondre plus rapidement et plus efficacement aux besoins des clients. Le nouveau centre de distribution contribuera à améliorer le bien-être des employés grâce à un environnement de travail plus sûr et plus optimisé.

Source : <https://mascouche.ca/mondou-setablira-au-centroparc/>

INDUSTRIE **+ 40 emplois**

Le fabricant français d'équipements électriques Schneider Electric a investi 4 millions dans l'installation d'un nouveau centre de recherche-développement et d'essais à Montréal, qui créera 40 nouveaux emplois.

Le nouveau laboratoire de Schneider Electric, d'une superficie de 4 500 m², dispose d'équipements de pointe, de la technologie 3D et de simulateurs pour révolutionner la façon dont les dispositifs Intelligent Edge sont conçus, testés et développés pour les applications Digital Building. Le laboratoire comprend un laboratoire électromécanique pour les tests de performance des actionneurs, des moteurs, de l'environnement et des systèmes, un laboratoire humide pour les essais de performance des vannes et les essais accélérés de durée de vie des vannes et des actionneurs et un laboratoire de prototypage rapide avec impression 3D pour les essais d'assemblage et la création de prototypes à la demande.

Source : <https://www.businesswire.com/news/home/20231101074532/en/Schneider-Electric-Launches-New-RD-and-Testing-Facility-in-Quebec-to-Support-the-Global-Digital-Buildings%E2%80%99-Sector>

INDUSTRIE **+ 30 M€**

Le groupe canadien Conair, spécialiste de l'entretien de flottes d'avions de lutte contre les incendies, s'installe sur le site de l'aéroport de Nîmes.

Installé dans un site de 2100m², Conair pourra former 40 personnes simultanément sur les avions bombardiers d'eau Dash 8. Une formation unique au monde puisqu'il n'existe aucun centre de formation de ce type ailleurs. Au total : un investissement de 30 M€ est prévu sur 5 ans avec la création de 30 emplois.

Source : <https://www.objectifgard.com/politique/nimes-metropole-lentreprise-conair-sinstalle-sur-laeroport-30-meur-dinvestissement-et-30-emplois-crees-118172.php>

Comores

STARTUPS **Projet**

Comores Coworking propose aux entrepreneurs locaux des programmes de préincubation sur mesure.

Créé en 2018 par de jeunes entrepreneurs locaux, et propose des services variés aux professionnels, associations et agences créatives qui souhaitent travailler dans un environnement stimulant et collaboratif, le centre propose des programmes de préincubation et d'incubation. Son programme de préincubation permet d'accompagner les entrepreneurs dans le processus de passage de l'idée à l'action. Il peut se faire en présentiel sur une période de 3 mois ou en ligne sur une période de six mois. Le programme est composé de contenus pédagogiques, d'ateliers thématiques et d'un accompagnement individuel quotidien. Le programme d'incubation, quant à lui, permet aux entrepreneurs d'explorer le marché pour valider leur business model, de tester le marché pour acquérir les premiers clients, d'établir et d'engager une stratégie de financement et de constituer l'équipe de démarrage en cohérence avec le marché ciblé. Un accès privilégié aux financements et des formations sur-mesure sont mis à la disposition des bénéficiaires du programme.

Source : <https://www.agenceecofin.com/entreprendre/1111-113572-comores-coworking-propose-aux-entrepreneurs-locaux-des-programmes-de-preincubation-sur-mesure>

Congo (République du Congo)

TELECOMMUNICATIONS **Projet**

Le Congo prend la tête du réseau francophone des régulateurs télécoms

Créé à Bamako le 28 octobre 2003, le FRATEL a pour principale mission d'établir et de renforcer la collaboration et les échanges entre ses membres. L'organisme est chargé de faire des propositions à l'ensemble des membres du FRATEL pour la mise en œuvre du plan d'action 2024 qui plusieurs points, notamment des échanges de meilleures pratiques, l'identification des nouvelles questions de régulation des marchés numériques induites par les transformations du secteur. Deux rencontres sont déjà programmées au premier semestre, conformément au centre d'intérêt du FRATEL pour 2024. La première qui aura pour thème « quels modèles d'affaires et quelles stratégies des opérateurs télécom, dans le futur ? » n'attend plus que l'identification du pays hôte et une date fixe. La seconde rencontre sous le thème « économie de la donnée et services numériques : quels enjeux de régulation technico-économiques ? » est prévue au Togo.

Source : <https://www.agenceecofin.com/regulation/3110-113239-le-congo-prend-la-tete-du-reseau-francophone-des-regulateurs-telecoms>

BOIS & FORETS **Projet**

En marge du Sommet des trois bassins, la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC) a lancé son projet « Eco Zamba » pour la restauration du couvert forestier du Congo.

Dans ce cadre, la compagnie prendra en charge 50 000 hectares de savane sur les Plateaux Batéké, à la frontière avec le Gabon. Au cours des dix prochaines années, la compagnie pétrolière détenue par l'État congolais plantera des arbres sur au moins 40 000 hectares « pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Dans le même temps, 10 000 hectares seront utilisés dans le cadre d'activités d'agroforesterie, à travers la plantation d'espèces d'arbre adaptées à une utilisation économique. Dans le cadre du projet « Eco Zamba », la SNPC s'est attaché les services de la société Forêt Ressources Management (FRM) basée à Mauguio en France. La phase pilote du projet devrait démarrer d'ici à la fin de l'année 2023, avec la plantation de 1 000 hectares de forêt composés essentiellement d'acacias et d'eucalyptus et d'arbres fruitiers de diverses essences.

Source : <https://www.afrik21.africa/congo-le-petrolier-snpc-va-planter-50-000-hectares-darbres-sur-les-plateaux-bateke/>

BOIS & FORETS **Projet**

Le parc national de Conkouati-Douli bénéficie d'une extension marine de 2 900 km².

Avec ce décret, la superficie totale du parc passe de 504 950 à 795 550 hectares, soit une extension marine de 2 900 km². Cette décision permet au Congo de s'aligner sur l'accord de Kuning-Montréal (adopté en 2022 au Canada) relatif à l'adoption d'un nouveau cadre mondial qui vise à enrayer le déclin de la biodiversité d'ici à 2030, notamment grâce à la protection attendue d'au moins 30 % des terres et des mers. Cette extension devrait également réduire la pêche illégale près des côtes congolaises.

Source : <https://www.afrik21.africa/congo-le-parc-de-conkouati-douli-beneficie-dune-extension-marine-de-2-900-km2/>

FINANCE + 92 M€

La Banque africaine de développement (BAD) a accordé un prêt de 92 millions d'euros à la République du Congo pour la mise en œuvre de la première phase du Programme d'appui à la gouvernance et à la diversification économique.

L'objectif du programme est de renforcer la résilience de l'économie congolaise et de réduire sa dépendance au secteur pétrolier, tout en veillant à concilier impératifs de croissance et lutte contre le changement climatique. En priorité, le programme prévoit de renforcer la discipline budgétaire par une gestion plus efficace et transparente des ressources publiques. Le programme vise également à soutenir la diversification de l'économie congolaise et à renforcer sa compétitivité par l'amélioration de l'environnement des affaires, le soutien aux réformes dans le secteur de l'électricité et le développement des secteurs productifs.

Source : <https://www.afdb.org/fr/news-and-events/press-releases/congo-la-banque-africaine-de-developpement-accorde-un-pret-de-92-millions-deuros-pour-soutenir-la-diversification-de-leconomie-65898>

Congo (RDC)

BOIS & FORETS **Projet**

L'Équateur et cinq autres provinces vont valoriser les tourbières face au climat.

Une concertation a eu lieu récemment entre les autorités locales avec l'appui du Fonds national REDD+ (Fonaredd) et l'Initiative de forêt de l'Afrique centrale (Cafi). La rencontre de Kinshasa a débouché sur plusieurs résolutions notamment la mise en synergie des financements en vue des investissements compatibles avec la préservation des tourbières et le développement durable. Aussi, les gouverneurs RD congolais promettent d'œuvrer ensemble pour arrimer le modèle d'aménagement de territoire à la gestion durable des tourbières. Ceci implique que les zones humides ciblées ne seront plus drainées ni asséchées de peur qu'ils ne constituent une bombe en matière des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Source : <https://www.afrik21.africa/rdc-lequateur-et-cinq-autres-provinces-vont-valoriser-les-tourbieres-face-au-climat/>

INFRASTRUCTURES + 11 M€

Le gouvernement investira 11 millions en 2024 dans la construction du port de Banana.

Cette enveloppe permettra d'accélérer l'exécution de la phase 1 du projet dont la mise en exploitation est annoncée pour 2025. Cette première phase qui nécessitera 322 millions d'euros d'investissement consiste notamment à construire un quai de 600 m et de 25 hectares d'espace de stockage, pour une capacité annuelle de 322 000 conteneurs. Elle sera complétée par 3 autres phases qui porteront l'investissement total à 1,1 milliard. Le projet intègre aussi la construction d'une zone industrielle et a également pour finalité de transférer une partie du trafic du port de Matadi érigé sur un fleuve et ne pouvant accueillir de plus grand navire du fait de la profondeur limitée des eaux.

Source : <https://www.agencecofin.com/transports/0811-113489-rdc-le-gouvernement-investira-12-millions-en-2024-dans-la-construction-du-port-de-banana>

INFRASTRUCTURES + 193 M€

Un projet de smart city de 193 millions annoncé à Kinshasa par le congolais MC Telecom et l'entreprise kényane AVL Group.

Les deux entreprises collaboreront sur un projet baptisé « Kasangulu Smart City », qui s'étend sur une superficie de 40 hectares de terrains, comprenant des logements, un établissement hospitalier, une école et toute une série d'autres installations essentielles. Le premier coup de pioche du projet aura lieu au cours de la deuxième semaine de décembre 2023 et la première phase du projet devrait être achevée en 2025. Pour la RDC et le Kenya, ce projet ambitieux devrait attirer l'attention d'investisseurs de toute la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), désireux de tirer parti du potentiel naissant d'un centre urbain intelligent et moderne.

Source : <https://www.agencecofin.com/infrastructures/1411-113653-rdc-un-projet-de-smart-city-de-210-millions-annonce-a-kinshasa-par-deux-entreprises-africaines>

Côte d'Ivoire

FINANCE **Projet**

Le 5e Next Fintech Forum a eu lieu à Abidjan les 16 et 17 novembre.

Cette édition 2023 a réuni les acteurs de l'écosystème Fintech d'Afrique Francophone autour du thème central "Fintech et Commerce : Comment la Fintech façonnera le commerce en Afrique Francophone". L'événement est une vitrine où convergent banques commerciales, régulateurs, investisseurs, étudiants, courtiers en assurance, organismes de réglementation, chambres de commerce, associations de commerçants, fournisseurs de services de paiement, start-ups, Fintechs etc. Tous se réunissent pour discuter des enjeux et opportunités du secteur, établir des contacts et développer leurs activités.

Source : <https://www.agenceecofin.com/telecom/0311-113327-le-5e-next-fintech-forum-aura-lieu-a-abidjan-ces-16-et-17-novembre>

AGROALIMENTAIRE **+ 1,5 M€**

L'exécutif alloue un fonds de 1,5 million au profit des industriels de la filière hévéa.

Cet appui financier devrait permettre aux bénéficiaires de renforcer leur approvisionnement local en caoutchouc naturel. L'annonce intervient dans le cadre des nouvelles dispositions prises par l'exécutif qui souhaite prioriser l'utilisation industrielle de la matière première en lieu et place de son exportation sous forme brute.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0911-113525-cote-d-ivoire-l-executif-alloue-un-fonds-de-1-6-million-au-profit-des-industriels-de-la-filiere-hevea>

MINES **Projet**

Abidjan a accueilli la première édition du Salon international des mines, de l'énergie et des hydrocarbures de l'UEMOA.

Sous le thème « Les ressources minérales et énergétiques dans l'espace UEMOA : atouts, opportunités et défis pour un développement durable », l'événement vise à valoriser les potentiels miniers, énergétiques et d'hydrocarbures des pays membres. L'événement a été l'occasion de présenter les ressources minérales et énergétiques des États membres et de stimuler le dialogue entre les parties prenantes publiques et privées. Pour cette première édition, environ 500 entreprises et organismes ainsi que 2000 visiteurs ont répondu présents.

Source : <https://www.agenceecofin.com/comm/0911-113512-abidjan-va-accueillir-la-premiere-edition-du-salon-international-des-mines-de-l-energie-et-des-hydrocarbures-de-l-uemoa>

AGROALIMENTAIRE **Projet**

L'initiative Better Cotton lance un programme pour renforcer la durabilité de la production cotonnière.

Ledit programme prévoit des séances de formations sur les pratiques agricoles durables et des ressources à plus de 200 000 producteurs de coton à travers les communautés agricoles de tout le pays au cours des 5 premières années de sa mise en œuvre. Pour ce nouveau projet en terre ivoirienne, l'organisation basée à Londres s'est associée à l'Association professionnelle des sociétés cotonnières de Côte d'Ivoire (APROCOT-CI). Fondée en 2005 à l'initiative du Fonds mondial pour la nature (WWF), l'organisation opère déjà dans 4 pays africains notamment le Mali, l'Afrique du Sud, le Mozambique et l'Égypte.

Source : <https://www.agenceecofin.com/coton/1611-113719-cote-d-ivoire-l-initiative-better-cotton-lance-un-programme-pour-renforcer-la-durabilite-de-la-production-cotonniere>

FINANCE **+ 6 M€**

La Côte d'Ivoire renforce son ambition climatique par le lancement du projet « Transition Bas Carbone ».

Ce projet vise à renforcer les capacités des acteurs étatiques en réponse aux enjeux liés aux changements climatiques, intégrant les aspects portant sur le genre et l'inclusion sociale. Le projet sera financé à hauteur de 4 milliards FCFA sur la période 2024-2030. A travers cette initiative, la Côte d'Ivoire renforce sa résilience dans des secteurs prioritaires, à savoir l'agriculture, élevage, aquaculture, les forêts et l'utilisation des terres, les ressources en eau, la santé et les zones côtières,

Source : <https://www.agenceecofin.com/environnement/2211-113936-la-cote-d-ivoire-renforce-son-ambition-climatique-par-le-lancement-du-projet-transition-bas-carbone>

France

FINANCE **Projet**

Le 7e sommet Emerging Valley sur l'innovation durable s'est tenu les 28 et 29 novembre à Marseille.

La neutralité carbone d'ici à 2030 des villes d'Afrique et d'Europe a été largement en discussion. D'autres thèmes ont également été abordés tels que « comment les technologies modernes peuvent-elles aider à préserver et valoriser la biodiversité face aux risques naturels ? » ou encore « face aux enjeux géopolitiques et climatiques actuels, comment construire un avenir alimentaire durable grâce à l'AgriTech ? ». Cet événement est soutenu par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) basé à Paris et par Euroméditerranée, l'établissement français d'aménagement public.

Source : <https://www.afrik21.africa/afrique-le-7e-emerging-valley-sur-linnovation-durable-le-28-novembre-a-marseille/>

FINANCE **Projet**

La banque d'investissement française Bpifrance rejoint le 4e fonds de Mediterrania, dédié aux PME africaines.

Le quatrième fonds de Mediterrania, d'une taille de 350 millions d'euros, cible des entreprises africaines et PME de taille moyenne évoluant dans des secteurs clés de croissance tels que les services financiers, l'éducation, les produits de grande consommation, la construction. L'objectif de ce véhicule sera d'accompagner les entreprises sélectionnées dans l'atteinte de leur plein potentiel opérationnel et de croissance. Bpifrance poursuit ainsi ses opérations de financement d'entreprises africaines. Jusqu'à présent son fonds des fonds Averroès a investi à ce jour, plus de 205 millions d'euros en Afrique, en prenant des parts dans plus de 30 fonds de capital-investissement et capital-risque ciblant le continent. Le portefeuille africain de Bpifrance (via Averroès) est constitué à ce jour de plus de 160 entreprises réparties dans plus de 40 pays et évoluant dans de nombreux secteurs tels que l'industrie, l'agroalimentaire, la santé et les transports.

Source : <https://www.agencecofin.com/entreprendre/2311-113941-la-banque-dinvestissement-francaise-bpifrance-rejoint-le-4e-fonds-de-mediterrania-dedie-aux-pme-africaines>

AGROALIMENTAIRE **+ 2 M€**

Abelio, qui développe un drone solaire et un logiciel d'analyse utilisant l'intelligence artificielle pour la surveillance agricole, vient de lever 2 M€ afin d'enrichir sa plateforme et se développer à l'international, notamment au Maroc.

Abelio propose une solution complète de surveillance quotidienne des cultures permettant aux exploitants d'anticiper les diverses problématiques agricoles (maladies, adventices, ravageurs, etc) et d'optimiser l'utilisation d'eau, de produits phytosanitaires et d'engrais. Ces fonds vont lui permettre en grande partie de développer sa R&D afin de couvrir les besoins de l'ensemble des acteurs du monde agricole et d'enrichir ainsi sa plateforme et son IA. Une seconde partie des fonds vont être consacrés à son développement commercial en France et à l'international. La société a pour ambition de se déployer en Espagne, Allemagne, Italie, Roumanie et Maroc.

Source : <https://www.banquedesterritoires.fr/abelio-leve-2-millions-deuros-pour-enrichir-sa-plateforme-et-son-ia-ainsi-quaccelerer-son>

NUMERIQUE **+ 0.4 M€**

Remixt, qui développe une plateforme de sensibilisation à la diversité ou à l'inclusion dans les organisations, vient de lever 420 000 euros et souhaite se développer à l'international, notamment en Wallonie.

Remixt développe une plateforme de sensibilisation à la diversité ou à l'inclusion dans les organisations à travers des vidéos, des séries Web, des quiz ou des bases de connaissance. Elle souhaite développer sa technologie et son dashboard, avancer à l'international, en particulier en Belgique francophone, étoffer l'équipe et développer le marketing. Actuellement les effectifs sont composés de 8 personnes et devraient atteindre les 10 personnes à la fin du premier trimestre 2024.

Source : <https://www.rhmatin.com/qvt/bien-etre-travail/la-gestion-rh-passe-par-la-diversite-et-l-inclusion-remixt-realise-sa-premiere-levee-de-fonds.html>

NUMERIQUE **+ 8 M€**

Promy, qui développe une plateforme digitale qui met en relation les particuliers détenteurs de foncier et les promoteurs immobiliers, souhaite lever 8 millions d'euros en Bourse et se développer à l'international, notamment au Canada.

Afin d'atteindre ses objectifs, la société prévoit de lever 8 millions d'euros en ouvrant son capital en bourse sur Euronext Growth. Cette introduction devrait permettre à Promy, en recherche de visibilité, de développer sa marque auprès du grand public. La structure prépare son développement à l'international. Pour y parvenir, deux nouveaux bureaux, au Canada et en Espagne, devraient voir le jour en 2024.

Source : <https://www.brefeco.com/actualite/innovation/immobilier-la-plateforme-promy-souhaite-lever-8-millions-deuros-en-bourse>

Gabon

STARTUPS **Projet**

Akewa Accélérateur soutient par la technologie les projets d'entrepreneuriat à impact social au Gabon.

Fondé en 2013, Akewa Accélérateur offre une large gamme de services impliquant la fourniture d'espace de travail, l'incubation technologique et le mentorat. Il apporte son soutien aux porteurs de projets ou aux promoteurs actifs dans le lancement ou le développement de leurs activités. Les services sont principalement axés sur des secteurs clés tels que les industries culturelles, les énergies renouvelables, l'agroalimentaire, les TIC et l'environnement. Le programme d'accélération offre aux start-ups en démarrage un accès au mentorat, aux investisseurs et à d'autres formes de soutien pour les aider à devenir stables et autonomes. Ce programme peut durer de 2 à 6 mois. Il permet également aux accélérés d'obtenir des ressources logistiques et techniques ainsi qu'un espace de co-working.

Source : <https://www.agencecofin.com/entreprendre/3110-113233-akewa-accelerateur-soutient-par-la-technologie-les-projets-d-entrepreneuriat-a-impact-social-au-gabon>

ENERGIE **Projet**

Le français TotalEnergies souhaite se lancer sur les énergies renouvelables dans le pays, après le pétrole, le bois et le gaz.

La société pétrolière s'est en effet lancée il y a quelques années dans le renouvelable, avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de ses activités à travers le monde d'ici à 2050. Elle souhaite notamment en faire une part croissante de son portefeuille. Pour rappel, le groupe est présent depuis plus de 90 ans dans le pays, principalement dans l'exploration et la production de pétrole.

Source : <https://www.agencecofin.com/energie/1611-113717-gabon-le-francais-totalenergies-souhaite-se-lancer-sur-les-energies-renouvelables-dans-le-pays-apres-le-petrole-le-bois-et-le-gaz>

Mali

ENERGIE **+ 1.7 M€**

La fondation pour l'Énergie propre et l'inclusion énergétique en Afrique CEI Africa soutient WeLight pour le développement de mini-réseaux dans les zones rurales.

CEI Africa a annoncé son intention d'accorder une subvention de financement basée sur les résultats d'un montant total de 1 886 700 \$ à WeLight, un développeur de mini-réseaux verts (GMG). Avec ce soutien financier, WeLight devrait renforcer cinq mini-réseaux et assurer la construction de neuf autres pour électrifier les communautés rurales au Mali, ce qui permettra à des milliers de personnes d'avoir accès à une électricité productive et renouvelable.

Source : <https://www.agencecofin.com/off-grid/1511-113690-mali-la-fondation-cei-afrique-soutient-welight-pour-le-developpement-de-mini-reseaux-dans-les-zones-rurales>

FINANCE **Projet**

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger entérinent 18 recommandations clés pour renforcer leur intégration.

L'Alliance des États du Sahel (AES), nouvelle organisation sous-régionale mise en place par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, a tenu son tout premier sommet ministériel à Bamako. L'événement qui a réuni les ministres chargés de l'Économie et des Finances de ces trois pays sahéliens a porté sur le développement économique dans l'espace du Liptako-Gourma. Parmi celles-ci figurent l'amélioration de la libre circulation des biens et des personnes dans l'espace AES, la mise en place d'un dispositif de sécurité alimentaire ou encore l'élaboration d'une stratégie commune d'industrialisation des États de l'Alliance.

Source : <https://www.agencecofin.com/politique/2711-114068-le-mali-le-burkina-faso-et-le-niger-enterinent-18-recommandations-cles-pour-renforcer-leur-integration>

Maroc

FINANCE **Projet**

Le Forum sur l'investissement en Afrique (AIF) s'est refermé le 10 novembre à Marrakech.

Cette quatrième édition a connu la participation de hautes personnalités du continent notamment Mohammed VI le Roi du Maroc, Akinwumi Adesina, le président de la Banque africaine de développement et Azali Assoumani le président de l'Union des Comores, par ailleurs à la tête de l'Union africaine (UA). Selon le président de la BAD, la transition énergétique est la clé pour contrer le retard de croissance. La taille de la chaîne de valeur des véhicules électriques va passer de 7 000 milliards de dollars actuellement à 57 000 d'ici à 2050.

Source : <https://www.afrik21.africa/le-roi-du-maroc-les-presidents-de-la-bad-et-de-lua-prechent-la-croissance-durable/>

INDUSTRIE **Projet**

Le constructeur automobile marocain Neo Motors envisage de rejoindre la Bourse de Casablanca pour lever les fonds qui devraient lui permettre de se lancer dans la production de véhicules électriques.

Fondée en 2017, la société a annoncé tout récemment qu'elle allait entamer la commercialisation de son premier modèle à partir de ce mois de novembre. Installée dans la région de Kénitra (53 km au nord de Rabat), l'usine de Neo Motors a une capacité de production prévisionnelle de 27 000 unités par an. Elle devrait stimuler la production locale de véhicules et de pièces de rechange alors que le Maroc cherche à aller au-delà de l'étape du simple assemblage dans la chaîne de valeur automobile.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transport/1511-113694-le-marocain-neo-motors-s-introduira-en-bourse-pour-lancer-la-production-de-vehicules-electriques>

AGROALIMENTAIRE **+ 3.1 M€**

Le Maroc se dote d'un navire de recherche scientifique de 3,1 millions pour la gestion durable de la pêche.

D'un coût total de 34 millions de dirhams, ce nouveau navire sera consacré aux prospections scientifiques des zones côtières, au travers de pêches scientifiques, de mesures et de prélèvements océanographiques et biologiques et permettra la réalisation d'études complètes des écosystèmes marins sur l'ensemble du littoral marocain. À cet effet, il est doté à son bord de deux laboratoires d'analyses biologiques et chimiques, ainsi que d'autres équipements de pointe.

Source : <https://www.agenceecofin.com/peche/2911-114121-le-maroc-se-dote-d-un-navire-de-recherche-scientifique-de-3-4-millions-pour-la-gestion-durable-de-la-peche>

NUMERIQUE **+ 638 M€**

Le Maroc lancera la 2e phase du Plan national pour le développement du haut et très haut débit en 2024.

La nouvelle phase du projet sera financée par le Fonds du service universel des télécommunications (FSUT). Elle vise à couvrir 1 700 nouvelles zones nécessitant une amélioration du débit Internet ou qui ne sont pas encore couvertes. En prélude à la deuxième phase du projet, le gouvernement a mobilisé environ sept milliards de dirhams marocains en 2022 pour renforcer les infrastructures des réseaux et des télécommunications. Cette initiative devrait améliorer la qualité et la couverture Internet dans le royaume chérifien, apportant des services à des milliers de personnes supplémentaires.

Source : <https://www.agenceecofin.com/internet/2111-113856-le-maroc-lancera-la-2e-phase-du-plan-national-pour-le-developpement-du-haut-et-tres-haut-debit-en-2024>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **+ 1 381 M€**

L'ONCF lance un appel à concurrence de 16 milliards de dirhams pour l'achat de 168 trains.

Le planning des livraisons s'étale sur 4 ans, entre 2027 et 2030. Cet investissement vise entre autres à accompagner la forte croissance du trafic voyageurs, à renouveler une partie de la flotte de véhicules ferroviaires arrivés en fin de vie et assurer le service sur les futures lignes prévues dans le cadre du programme d'extension du réseau à grande vitesse vers Marrakech. Hormis la livraison des nouveaux trains, ce plan d'investissement comprend aussi un volet maintenance qui devrait se faire via une coentreprise entre l'ONCF et le constructeur retenu. Il intègre de même un projet de construction d'une usine de fabrication de matériels et composants ferroviaires avec l'objectif d'exporter une partie vers le marché international.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/1411-113632-maroc-l-oncf-lance-un-appel-a-concurrence-de-1-5-milliard-usd-pour-l-achat-de-168-trains>

Maurice

ENERGIE **Projet**

EnVolt réalise une émission d'obligations vertes d'une valeur de 10 millions.

Cette levée de fonds s'inscrit dans le cadre du programme d'obligations vertes multidevises du groupe d'une valeur totale de 41 millions d'euros, selon un communiqué d'ENL Group. Cette transaction complète le montage financier pour la construction de 13 nouvelles fermes solaires à travers l'île Maurice avec une capacité globale de 14 MWp, ENL y ayant investi 4 millions initiaux en fonds propres.

Source : <https://www.agencecofin.com/breves-energies/0211-113309-ile-maurice-envolt-realise-une-emission-d-obligations-vertes-d-une-valeur-de-11-millions>

Mauritanie

ENERGIE **Projet**

La BAD soutient l'électrification par mini-réseau dans le cadre de l'initiative Desert to Power.

Il s'agit d'un projet qui consiste en une subvention de plus de 14 millions du Fonds pour l'énergie durable en Afrique (SEFA) visant à faciliter l'électrification de 40 communautés locales par la mise en place de sept mini-réseaux verts dans le sud du pays. L'initiative Desert to power vise à fournir de l'énergie à 250 millions de personnes dans les pays qui composent la bande sahélienne en utilisant les sources d'énergie disponible en abondance dans la région, faisant ainsi de la région la plus grande zone de production d'énergie solaire au monde avec 10 000 MW de capacité.

Source : <https://www.agencecofin.com/off-grid/2211-113890-mauritanie-la-bad-soutient-l-electrification-par-mini-reseau-dans-le-cadre-de-l-initiative-desert-to-power>

TELECOMMUNICATIONS **Projet**

Matell devient le premier opérateur à tester la 5G en Mauritanie.

La société de télécommunications mauritanienne Matell a lancé des tests de la 5G dans le pays avec le soutien technique de la société technologique chinoise Huawei. Cette phase pilote de la 5G est une première en Mauritanie. Il s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale de développement de Matell axée notamment autour du développement du très haut débit, l'amélioration de la qualité de service ainsi que la promotion du digital. La société cherche également à soutenir le gouvernement mauritanien dans la mise en œuvre de sa stratégie de transition numérique.

Source : <https://www.agencecofin.com/operateur/2811-114091-soutenu-par-huawei-matell-devient-le-premier-operateur-a-tester-la-5g-en-mauritanie>

Niger

ENERGIE **+ 30 M€**

Le parc solaire de Gorou Banda entre en service.

Équipé de 55 608 panneaux solaires, dotés chacun d'une puissance de 540 W, il s'agit du plus grand parc solaire jamais réalisé au Niger. La construction, l'installation, l'exploitation et la maintenance (pendant deux ans) de cette centrale, nécessite la mobilisation de 20 milliards de francs CFA, apporté à hauteur de 23,5 millions d'euros par l'Agence française de développement (AFD) sous forme de prêt, de 5 millions d'euros par l'Union européenne (UE) et de 1,5 millions restants pour l'État du Niger. La mise en service de la centrale solaire de Gourou Banda permet de réduire les délestages dont le pays fait face depuis plus de trois mois.

Source : <https://www.afrik21.africa/niger-4-mois-apres-le-caup-detat-le-parc-solaire-de-gorou-banda-entre-en-service/>

Sénégal

MINES + 920 M€

Le gouvernement annonce 600 milliards FCFA pour l'emploi des jeunes et le développement minier à Kédougou.

Ce programme étalé sur la période 2024-2026 permettra l'optimisation du potentiel minier pour un développement durable de la région et l'emploi des jeunes des localités. Aucun détail n'a en revanche filtré sur les modalités de mise en œuvre de ce plan d'investissement, notamment les sources de financement et les projets concernés.

Source : <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2311-113968-senegal-le-gouvernement-annonce-600-milliards-fcfa-pour-l-emploi-des-jeunes-et-le-developpement-minier-a-kedougou>

AGROALIMENTAIRE + 87 M€

La Banque africaine de développement accorde un financement pour la réalisation de l'Agropole Nord.

La contribution de la Banque représente 30,7 % du coût total du projet estimé à environ 283,05 millions d'euros. La Banque islamique de développement (21,2 %), la Banque ouest-africaine de développement (15,9 %), Sponsor Dette (19,3 %) et Sponsor Equity (7,7 %) constituent les autres contributeurs à la mise en œuvre du Projet Agropole Nord. Le projet vise, d'une part, à améliorer les capacités de transformation industrielle des produits agro-sylvo-pastoraux et halieutiques et des services connexes, et, d'autre part, à augmenter durablement le Projet Agropole Nord va contribuer à accroître les exportations agricoles et réduire par conséquent les importations de denrées alimentaires ainsi que l'insécurité alimentaire en milieu rural.

Source : <https://www.agenceecofin.com/investissement/2211-113927-senegal-la-bad-accorde-un-financement-de-pres-de-87-millions-d-euros-pour-la-realisation-de-l-agropole-nord>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS **Projet**

A Dakar, le Digital African Tour conclut sa 11e édition avec un appel à l'action pour une mobilité urbaine durable en Afrique.

Le choix de la capitale sénégalaise pour la tenue de cet événement n'est pas anodin. Outre sa position stratégique en Afrique, Dakar compte également des réalisations notables en faveur d'une meilleure mobilité durable, avec des exemples significatifs que sont le TER et le BRT (Bus Rapid Transit). Lors de la deuxième journée de l'événement, les participants ont ainsi eu l'opportunité de visiter la station pilote du BRT. Prévu pour être opérationnel début 2024, ce système comprendra une voie réservée de 18 km et 23 stations le long du corridor. Son objectif consiste à résoudre les problèmes de congestion routière tout en répondant au besoin de décarbonisation, grâce à l'utilisation de bus électriques, de stations solaires entièrement autonomes et d'un système d'utilisateurs entièrement digitalisé.

Source : <https://www.agenceecofin.com/transport/2811-114094-a-dakar-le-digital-african-tour-conclut-sa-11e-edition-avec-un-appel-a-l-action-pour-une-mobilite-urbaine-durable-en-afrique>

TELECOMMUNICATIONS **Projet**

Le Sénégal et la Mauritanie s'engagent à améliorer la gestion des fréquences télécoms dans les zones frontalières.

Le Sénégal et la Mauritanie se sont engagés à collaborer pour la coordination et le partage des fréquences télécoms, ainsi que sur la gestion des interférences et du roaming involontaire à leurs frontières au cours des trois prochaines années. La collaboration renforcée entre les deux parties devrait également porter sur la régulation des marchés des communications électroniques et postales ; le partage d'expériences et d'outils réglementaires ; la promotion de l'innovation technologique et de la transformation numérique. Une meilleure coordination des fréquences aux frontières devrait permettre d'améliorer la qualité des services de téléphonie mobile.

Source : <https://www.agenceecofin.com/telecom/0611-113397-le-senegal-et-la-mauritanie-s-engagent-a-ameliorer-la-gestion-des-frequences-telecoms-dans-les-zones-frontalieres>

LOGISTIQUE & TRANSPORTS + 23 M€

Le Sénégal signe un accord de prêt de 35 milliards FCFA avec la BOAD pour la phase 2 du TER.

Le montant est destiné à financer des travaux d'infrastructures et systèmes sur cette section de 19 km qui reliera Diamniadio à l'aéroport Blaise Diagne de Dakar (AIBD). Le chantier en cours depuis mars 2022 vise à étendre la desserte vers les zones périphériques du centre-ville de Dakar. La phase opérationnelle du projet est annoncée pour décembre 2023 et devrait permettre de rallier l'aéroport en 45 m. Le nombre de trains en exploitation passera de 15 à 22 trains, et rendra le réseau capable de drainer jusqu'à 300 000 passagers par jour, contre 115 000 pour la phase 1. Cette nouvelle étape du projet érigera également l'infrastructure au rang des rares modèles d'aéro-express sur le continent, offrant un service de transport intégré pour les passagers transitant par l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD).

Source : <https://www.agenceecofin.com/transports/0111-113273-le-senegal-signe-un-accord-de-pret-de-35-milliards-fcfa-avec-la-boad-pour-la-phase-2-du-ter>

Tchad

EAU & DECHETS + 34 M€

Un financement de la Banque africaine développement (BAD) permettra de soutenir les travaux de la seconde phase du Programme d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement en milieu semi-urbain et rural.

Sept zones urbaines sont ciblées par ce projet axé sur la mise en œuvre du sixième objectif de développement durable (ODD6). Les travaux permettront précisément la réalisation de 23 forages pour l'approvisionnement en eau potable (AEP), la réalisation de 225 forages équipés de pompes à motricité humaine ainsi que la construction de 50 unités de production hydraulique et de 54 mini-systèmes d'AEP solaires ou thermiques. En matière d'assainissement, la BAD annonce que son enveloppe servira à la construction de 500 latrines à trois cabines, avec chasse d'eau, équipées de lave-mains, ainsi que l'installation de 20 bacs à ordures.

Source : <https://www.afrik21.africa/tchad-34-me-de-la-bad-pour-lapprovisionnement-en-eau-potable-et-lassainissement/>

ENERGIE + 853 M€

Le Tchad et le Cameroun ont lancé leur projet d'interconnexion des réseaux électriques à 557,5 milliards FCFA.

Le projet est financé par la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque islamique de développement, l'Union européenne, et les deux États. Ce projet permettra au Cameroun et au Tchad d'inaugurer le marché commun de l'électricité dans la sous-région Cemac. L'initiative pourrait intéresser d'autres pays de la Cemac et même le Nigéria, qui pourraient à leur tour rejoindre le marché commun de l'électricité que se préparent à lancer le Cameroun et le Tchad, en se connectant aux points d'interconnexion du projet.

Source : <https://www.agencecofin.com/energie/2611-114027-le-tchad-et-le-cameroun-ont-lance-leur-projet-d-interconnexion-des-reseaux-electriques-a-557-5-milliards-fcfa>

Togo

EAU & DECHETS **Projet**

Le District autonome du Grand Lomé (DAGL) lance un appel à projets pour la valorisation des déchets ménagers.

L'appel à projets s'adresse exclusivement aux jeunes entrepreneurs et entreprises togolaises. Les candidats devront disposer de techniques concrètes pour le recyclage des déchets organiques en de nouveaux produits. Sur les 110 000 tonnes de déchets organiques produits par an dans le Grand Lomé, le DAGL veut valoriser 10 000 tonnes par an. Le cahier de charge du DAGL prévoit aussi la valorisation de 1 000 tonnes de papiers en carton usagés sur 12 mois. Les produits recyclés seront vendus aux particuliers et/ou aux entreprises.

Source : <https://www.afrik21.africa/togo-lappel-a-projets-du-dagl-pour-la-valorisation-des-dechets-menagers/>

Tunisie

AGROALIMENTAIRE **Projet**

La start-up tunisienne Seabex améliore les rendements des exploitants agricoles en optimisant la gestion des fertilisants et de l'eau.

L'entreprise a développé un système de télésurveillance et de contrôle à distance de l'irrigation, basé sur l'intelligence artificielle (IA). Le système permet aux agriculteurs de gérer leur consommation d'eau et de fertilisants en fonction des besoins réels des plantes, grâce à des capteurs installés dans les champs et connectés à une plateforme web. Seabex offre aussi un service logiciel aux agriculteurs, qui peuvent accéder aux données et aux recommandations via leur smartphone ou leur ordinateur. La start-up a remporté plusieurs prix prestigieux, tels que le prix Orange de l'Entrepreneur social en Afrique et au Moyen-Orient en 2017.

Source : <https://www.agencecofin.com/entreprendre/1311-113592-la-start-up-tunisienne-seabex-ameliore-les-rendements-des-exploitants-agricoles-en-optimisant-la-gestion-des-fertilisants-et-de-l-eau>